

ÉDITORIAL

LA REVUE DES ÉTUDES SUR LA GUERRE ET LA PAIX

JEAN-VINCENT HOLEINDRE et JEAN-BAPTISTE JEANGÈNE VILMER

Ce numéro, consacré aux conséquences politiques et stratégiques du conflit ukrainien en Europe, marque un nouveau départ pour *Les Champs de Mars*, la revue de l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM). Elle a été créée en 1996 au sein du Centre d'études en sciences sociales de la défense (C2SD), qui a fusionné avec trois autres centres de recherche du ministère de la Défense¹ en 2009 pour devenir l'IRSEM. Entre 1996 et 2013 (numéros 1 à 25), c'était une revue papier, sur abonnement, publiée par La Documentation française sous le titre *Les Champs de Mars. Cahiers du Centre d'études en sciences sociales de la défense* (1996-2009), puis *Les Champs de Mars. Revue de l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire*. En 2015, elle est devenue une revue électronique et gratuite, publiée directement par l'IRSEM sur son site internet (numéros 26 à 28). Depuis, sa parution était interrompue.

À notre arrivée à l'IRSEM, fin 2016, nous avons voulu relancer *Les Champs de Mars* avec l'objectif d'en faire une revue scientifique de référence sur la guerre et la paix, répondant aux critères de sélection les plus exigeants, c'est-à-dire une double évaluation à l'aveugle par les pairs, suivant un processus mis en place par la précédente direction (les professeurs Frédéric Charillon, Frédéric Ramel et Thierry Balzacq).

Nous faisons aujourd'hui un pas de plus : pour la première fois de son histoire, la revue sera désormais publiée par un éditeur universitaire, les Presses de Sciences-Po, ce qui renforcera sa visibilité et sa légitimité dans les milieux scientifiques comme dans l'institution militaire. Elle sera disponible en versions papier et électronique. Nous remercions vivement la directrice des Presses de Sciences Po, Julie Gazier, pour sa confiance et son soutien à ce projet, qui marque une étape décisive dans l'évolution de la revue comme dans celle de l'IRSEM.

1. Le Centre d'études et de recherches de l'enseignement militaire supérieur (CEREMS), le Centre d'études d'histoire de la défense (CEHD) et le Centre des hautes études de l'armement (CHEAR).

Ce changement s'inscrit en effet dans l'objectif plus large d'« universaliser » l'IRSEM, c'est-à-dire d'accroître la légitimité scientifique de l'Institut². D'autres exemples de cette ambition sont le recrutement en seulement un an d'une dizaine de nouveaux chercheurs docteurs, dont une directrice de recherche du CNRS et une maîtresse de conférences des universités détachée à temps plein dans notre institution ; la réactivation du conseil scientifique ; l'élargissement du séminaire mensuel « Jeunes chercheurs » et l'organisation de davantage de manifestations scientifiques, à l'École militaire comme dans les institutions universitaires en France et à l'étranger, dont une école d'été internationale, pour la première fois dans l'histoire de l'IRSEM.

UNE APPROCHE TRANSVERSALE

Au fil des années, *Les Champs de Mars* ont évolué. Imprégnés de l'identité du C2SD, les premiers numéros de la revue étaient tournés vers la sociologie militaire, étudiant les liens armées-sociétés, la structuration des institutions militaires ou la formulation des politiques de défense et de sécurité. Elle a ensuite intégré les approches de la science politique, de l'histoire, de la géographie ou encore de la recherche « aréale ». *Les Champs de Mars* entendent aujourd'hui couvrir l'ensemble du champ des questions de défense et de sécurité, à toutes les échelles (internationale, régionale, nationale), en mobilisant toutes les disciplines des sciences humaines et sociales, combinant enquêtes empiriques originales et mises au point théoriques.

Cette approche transversale et globale du phénomène guerrier est celle des « études sur la guerre » (*war studies*), qui peuvent être définies comme le domaine de recherche pluridisciplinaire ayant la « guerre » au sens large pour objet. Bien entendu, la dénomination et la circonscription de l'objet « guerre » soulèvent de vives controverses que nous serions bien en peine de résoudre en quelques lignes. Retenons simplement que les études sur la guerre reposent sur l'idée que cette dernière est un « fait social total », non seulement au sens que Marcel Mauss donnait à cette expression, c'est-à-dire un fait « qui met en branle dans certains cas la totalité de la société et de ses institutions³ », mais aussi dans la mesure où la guerre touche à

2. Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, « L'IRSEM évolue », *La Lettre de l'IRSEM*, édition spéciale du 15 septembre 2016.

3. Marcel Mauss, *Sociologie et anthropologie*, Paris, Puf, 2013, p. 274.

toutes les disciplines du savoir. Si l'histoire, la géographie, le droit et la science politique constituent le gros des travaux sur les questions militaires, la philosophie, l'éthique, la sociologie, l'économie, l'anthropologie et d'autres contribuent grandement à l'intelligence du phénomène guerrier. L'étude de la guerre se prête mal au découpage disciplinaire. Une approche transversale est plus à même de saisir ses objets dans toute leur complexité et leur profondeur. De ce point de vue, toutes les sciences humaines et sociales ont voix au chapitre.

De la même manière, la guerre ne peut pas se comprendre sans la paix, et les études sur la guerre ne peuvent se concevoir indépendamment des études sur la paix (*peace studies*), des travaux sur la résolution des conflits et la médiation internationale, particulièrement développés dans les mondes scandinave et anglophone. Si guerre et paix doivent être distinguées d'un point de vue analytique, elles ne peuvent être pensées séparément. D'une part, sur le plan empirique, on assiste à une multiplication des situations « ni guerre ni paix » : comme le disait déjà, en son temps, Raymond Aron, la frontière entre la guerre et la paix est plus floue qu'elle ne l'était avant l'invention de l'arme nucléaire et la multiplication des conflits asymétriques. Mais, d'autre part, la paix constitue à la fois l'antonyme de la guerre et son aboutissement. Politiquement et historiquement, la guerre est impensable sans sa fin, qu'elle soit provoquée par une victoire militaire, un accord politique ou un renoncement à l'usage de la force.

En ce sens, les études sur la guerre et les études sur la paix ont vocation à travailler de concert. Les premières relèvent le plus souvent d'approches compréhensives : la guerre est vue comme une donnée sociale, politique, historique dont il s'agit d'examiner les ressorts. Les secondes relèvent le plus souvent d'une démarche normative : la guerre est vue comme un danger dont il s'agit d'identifier les causes pour mieux prévenir l'affrontement. Ces deux approches semblent à première vue antithétiques mais en réalité elles sont liées : toute analyse stratégique ne peut s'abstraire de réflexions sur la légitimité des actions menées et, en retour, toute analyse des causes de la guerre ne peut faire l'économie d'une approche empirique du déroulement des conflits.

En outre, les études sur la guerre telles que nous les voyons incluent les études stratégiques (*strategic studies*), qui traitent de la préparation et de la conduite de la guerre, les études militaires

(*military studies*), qui sont définies par les acteurs plus que par les objets étudiés, et les études de défense (*defence studies*), qui recourent par définition le périmètre d'action publique des ministères de la Défense. Elles entretiennent en outre des liens étroits avec les études de sécurité (*security studies*), qui ont un spectre plus large puisqu'elles s'intéressent à toutes les menaces, qu'elles soient ou non de nature militaire, y compris celles qui n'émanent pas d'une intention hostile, comme les pandémies.

Dans cet ensemble de cercles aux périmètres mouvants, davantage sécants que concentriques, les études sur la guerre se distinguent par leur volonté d'inclure toutes les sciences humaines et sociales, pas seulement celles traditionnellement concernées par les questions de défense et de sécurité. Refusant d'opposer les paradigmes les uns aux autres, elles défendent plutôt une approche transversale, non paradigmatique et adaptée à la complexité de son objet ⁴.

LE CONTEXTE FRANÇAIS

Reconnues sur le plan universitaire dans le monde anglophone depuis au moins un demi-siècle, les études sur la guerre sont particulièrement développées dans les universités britanniques. Le département de *War studies* du King's College de Londres, fondé en 1962, reste la référence mondiale en la matière. En France, les nombreuses tentatives de créer à l'université des centres de recherche ou des formations dans ce domaine depuis le début des années 1970 ont rarement duré et/ou n'ont jamais atteint la taille critique. Ce retard a plusieurs causes, que nous avons analysées ailleurs ⁵. Il tient essentiellement à deux facteurs : la marginalisation et la fragmentation.

La marginalisation est due en partie aux préventions voire aux préjugés du monde universitaire vis-à-vis du monde militaire, mais aussi au fait que l'anti-intellectualisme a pu exister au sein de l'institution militaire. Les universitaires et les militaires, en France, n'ont pas suffisamment l'occasion de dialoguer et, à ce titre, notre revue

4. Jean-Vincent Holeindre, « Des *strategic studies* aux *war studies* : la structuration d'un champ d'études », dans Stéphane Taillat, Joseph Henrotin, Olivier Schmitt, *Guerre et stratégie. Approches, concepts*, Paris, Puf, 2015, p. 499-514.

5. Jean-Vincent Holeindre, Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, « Pour des *war studies* en France : un diagnostic et des propositions », *Revue défense nationale*, 785, décembre 2015, p. 53-59 ; Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, « Le tournant des études sur la guerre en France », *Revue défense nationale*, 800, mai 2017, p. 51-61.

voudrait s'imposer comme un lieu d'échanges féconds. De manière générale, il existe en France une méconnaissance réciproque des universitaires et des praticiens, qui est peut-être moins forte dans d'autres pays : aux États-Unis par exemple, les carrières faites d'allers et retours entre l'université et l'administration sont fréquentes, et sont vues comme un enrichissement mutuel.

La fragmentation, quant à elle, est d'abord disciplinaire, puisqu'en France chaque discipline est soucieuse de protéger son « pré carré ». Pour cette raison, développer une approche s'inspirant des « *war studies* » revient souvent à se détourner de sa discipline d'origine, au risque d'être marginalisé par elle. La fragmentation est aussi institutionnelle : la réflexion sur les conflits armés existe dans de nombreux endroits – les universités, instituts de recherche, *think tanks*, au sein des ministères (Armées, Affaires étrangères, Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale – SGDSN) et dans les grandes entreprises –, mais aucune structure ne permet de fédérer ces recherches.

Toutefois, depuis quelques années, la donne change pour plusieurs raisons : tout d'abord, un renouvellement générationnel s'est opéré à la fois à l'intérieur (grâce aux bourses du ministère de la Défense qui finance de nombreuses thèses) et à l'extérieur (de plus en plus de jeunes étudiants français vont se former à l'étranger, dans des pays où les *war studies* sont prises au sérieux). De plus, le contexte sécuritaire (multiplication des opérations extérieures, attentats terroristes sur le territoire national) a mis en évidence l'importance de ces questions. Enfin, il existe aujourd'hui une volonté politique de valoriser ces sujets, et des moyens financiers sont mis en place par le ministère des Armées, notamment à travers le Pacte enseignement supérieur initié par la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS).

Une étude de la manière dont les *war studies* ont pu émerger à l'étranger montre que leur développement dépend essentiellement de trois paramètres⁶ : une prise de conscience sociale de l'importance du sujet (condition à peu près remplie en France depuis novembre 2015), une promotion de l'interdisciplinarité (qui reste à développer en France) et le souci de dialoguer avec les décideurs (qui

6. Olivier Schmitt, *Si vis pacem, intellege bellum. Étudier la guerre pour préparer la défense*, note de recherche 38, Paris, IRSEM, 9 mai 2017.

reste aussi problématique en France dans la mesure où les universitaires peuvent craindre de passer pour des « conseillers du Prince » et ainsi s'éloigner de leur *ethos* scientifique).

En dépit de ces difficultés, la situation évolue. La publication de la revue *Les Champs de Mars* aux Presses de Sciences Po est un signe supplémentaire de l'implantation croissante des études sur la guerre dans les universités françaises.

L'AMBITION DE LA REVUE

Notre ambition est d'inscrire la revue dans ce contexte et de lui conférer une identité à la fois forte et ouverte. Pour cela, nous avons souhaité la sous-titrer *Revue des études sur la guerre et la paix*. L'un de nos objectifs est d'ouvrir nos pages à l'ensemble des collègues qui abordent ces questions quelles que soient leur discipline, leur méthode d'analyse ou leur orientation paradigmatique, comme en témoignent notre comité de lecture et notre comité scientifique pluralistes et divers. Nous n'entendons pas, par cette démarche, gommer les singularités disciplinaires ou la spécificité des choix théoriques. Au contraire, nous voulons créer les conditions d'un véritable dialogue scientifique entre les disciplines, les paradigmes et les méthodes, autour d'objets de recherche communs.

La revue se veut donc résolument inclusive. Nous considérons nécessaire de sortir des fausses querelles de chapelle et d'étiquette pour se concentrer sur les controverses spécifiquement scientifiques. La revue aura réussi son pari si elle apporte des éclairages pertinents, rigoureux, instructifs et accessibles qui mettront en évidence l'utilité, l'originalité et l'indépendance du regard universitaire.

Il s'agit en somme de décloisonner et de « banaliser » l'étude de la guerre et de la paix. Cela peut surprendre à première vue car le phénomène guerrier n'a rien d'ordinaire et de banal. Il renvoie au contraire à des situations exceptionnelles voire extrêmes, lorsque l'intégrité d'une société est menacée ou, du moins, lorsque la vie et la mort d'individus au nom de la collectivité sont en jeu. De même, le secret qui entoure les institutions militaires, la haute technicité qui caractérise parfois le langage et les pratiques de la défense sont autant d'éléments qui ont pu contribuer à l'insularisation des questions militaires et stratégiques.

Les historiens et les sociologues du militaire, les spécialistes du droit de la guerre, les politistes qui travaillent sur la stratégie et les

relations internationales occupent en effet une place à part, souvent isolée, dans le champ scientifique, particulièrement en France. Leur travail peine à être reconnu sur le plan institutionnel, eu égard à la spécificité de leur objet, qui les place à mi-distance du monde universitaire et du monde militaire : trop proches des enjeux de pouvoir et des institutions régaliennes pour être légitimes aux yeux de leurs collègues universitaires, ils apparaissent aussi trop éloignés des réalités pour être pris au sérieux par les décideurs. Leur contribution à la connaissance des sociétés n'est donc pas toujours évaluée à sa juste valeur.

Notre revue voudrait contribuer à transformer cette position délicate en position stratégique. Il s'agit de créer la passerelle qui manque entre le monde universitaire et le monde militaire. Ces pages seront à cet égard un véritable espace de dialogue et de controverses. Seule la confrontation rationnelle des arguments permettra de surmonter les préventions de ceux qui, dans les milieux scientifiques ou parmi les décideurs, restent sceptiques quant à la possibilité d'élaborer une approche scientifique, réflexive, du phénomène guerrier. Si la guerre n'est jamais un phénomène anodin et banal, elle appartient à l'histoire et au présent des sociétés et, à ce titre, le fait de l'étudier ne devrait plus susciter l'étonnement. Rien ne justifie que les études sur la guerre et la paix ne disposent pas en France de réseaux scientifiques solides et structurés, correspondant à ce qui existe depuis longtemps dans d'autres domaines du savoir ou dans d'autres pays. *Les Champs de Mars* voudraient contribuer à structurer le champ des études sur la guerre et la paix, en donnant aux chercheurs un lieu légitime de publication et aux lecteurs, civils et militaires, praticiens et universitaires, une source d'approfondissement et d'enrichissement de leur connaissance.

Les Champs de Mars contribueront de cette façon à un dialogue renouvelé et serein, respectueux de l'indépendance de chacun, entre universitaires et praticiens du monde de la défense et de l'institution militaire. Le dialogue civilo-militaire constitue un élément essentiel de la « grande stratégie » des États au XXI^e siècle. Il devrait aussi être le lot quotidien des chercheurs travaillant sur le militaire comme des militaires impliqués dans l'élaboration de la doctrine stratégique. Dans le prolongement du rôle de l'IRSEM, la mission des *Champs de Mars* sera à la fois de faire connaître les travaux universitaires au sein du ministère des Armées, et d'inciter les chercheurs à rester au contact de l'institution militaire. Il ne s'agit pas de faire une revue d'aide à la

décision, mais de nourrir la réflexion des responsables politiques et militaires en leur soumettant le meilleur de la recherche en sciences humaines et sociales sur les questions stratégiques.

À terme, il s'agit de créer cette filière universitaire d'études sur la guerre et la paix que nous sommes nombreux à souhaiter, mais que seuls notre volontarisme et notre ouverture permettront de faire exister. Avec *Les Champs de Mars*, les études sur la guerre et la paix ont leur revue scientifique. C'est un pas de plus vers la reconnaissance.